

Charles Akande, rédacteur

Survол des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : La décision au sujet de Doha est reportée

Après que l'excitation entourant le Sommet du G-20 à Londres fut retombée, il est apparu clairement que les États-Unis ont besoin de plus de temps pour peaufiner leur position, et qu'il n'y aura pas d'appel miraculeux à conclure le Cycle de Doha cette année comme élément d'une solution pour remettre l'économie mondiale sur les rails. L'éventuelle décision au sujet du calendrier a été reportée à la période du 8 au 10 juillet, lorsque les dirigeants du G-8 se retrouveront sur l'île italienne de La Maddalena. Cependant, il reste à savoir si les États-Unis seront seulement prêts à s'impliquer d'ici là, ou s'ils déclareront qu'ils ne sont pas prêts pour une conférence de haut niveau cet été, repoussant ainsi une éventuelle conférence ministérielle à l'automne au plus tôt. Se fiant aux observations qu'ont formulées la semaine dernière les membres du Congrès américain, le bureau du Représentant au Commerce des États-Unis et les représentants de l'industrie américaine, les observateurs commerciaux sont d'avis que les États-Unis ne changeront probablement pas de position au Sommet du G-8 en juillet, car le gouvernement aura probablement besoin de plus de temps pour examiner ce qui se trouve sur la table avant qu'une autre conférence ministérielle puisse être convoquée.

L'OMC et le Sommet du G-20

Le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a assisté au Sommet du G-20 à Londres, où il a confronté les dirigeants avec les nouvelles mesures protectionnistes qu'ils ont mises en place depuis l'engagement qu'ils avaient pris en novembre de ne pas dresser de nouveaux obstacles au commerce pendant une période de 12 mois. Dans son deuxième rapport sur la question, le DG a relevé qu'il s'est produit un « important glissement » depuis que le premier rapport de suivi de l'OMC a été publié en janvier dernier, dans lequel on reconnaissait essentiellement que les pays avaient réussi à s'abstenir de mettre en œuvre de nouvelles mesures protectionnistes. Depuis lors, « [TRADUCTION] il y a eu des augmentations des tarifs, de nouvelles mesures non tarifaires et d'autres recours à des mesures de défense du commerce, notamment des mesures antidumping », a déclaré le DG.

En fait, une étude de la Banque mondiale a montré que 17 des 20 pays participant au Sommet du G-20 ont mis en place des mesures protectionnistes, rompant la promesse qu'ils avaient faite lors de leur dernière réunion à Washington, le 15 novembre 2008. M. Lamy a mis en garde que, faute d'un accord sur le Cycle de Doha, les membres de l'OMC pourraient légalement relever leurs tarifs aux niveaux consolidés, ce qui pourrait doubler encore les tarifs mondiaux moyens et empirer la valeur du commerce mondial. « [TRADUCTION] Le danger de nos jours est une accumulation progressive de restrictions qui pourraient étouffer le commerce international et miner l'efficacité des politiques visant à renforcer la demande globale et rétablir une croissance mondiale soutenue, » est-il déclaré dans le rapport de l'OMC. Cette dernière a déjà prévu un resserrement possible de 9 % du commerce mondial en 2009 par suite du ralentissement économique.

Pas de délai pour l'accord de Doha

Les chefs d'État et de gouvernement du G-20 n'ont pas pris d'engagement à l'égard d'un délai précis pour la conclusion du Cycle de Doha. Comme l'on s'y attendait, la déclaration du 2 avril n'était pas aussi vigoureuse que celle de novembre 2008, dans laquelle les dirigeants ont appelé leurs ministres du Commerce à « parvenir cette année à un accord sur des modalités conduisant à la conclusion de l'agenda pour le développement de Doha de l'OMC avec un résultat ambitieux et équilibré » et de rester prêt à aller à Genève pour « les assister directement, si nécessaire » pour réaliser cet objectif.

Le communiqué du 2 avril 2009 était plus vague et plus ouvert à interprétation. Cette fois, les dirigeants du G-20 ont annoncé qu'ils « [TRADUCTION] restent engagés à parvenir à la conclusion ambitieuse et équilibrée du Cycle de Doha pour le développement, dont nous avons un urgent besoin » et de bâtir « sur les progrès déjà réalisés, notamment pour ce qui est des modalités », qui pourraient, selon eux, injecter au moins 250 milliards de dollars par an dans l'économie mondiale. Les observateurs commerciaux sont d'avis que la seule chose que les dirigeants sont convenus de faire était de reporter toutes les décisions concernant un délai pour Doha à une date ultérieure. « [TRADUCTION] Nous renouvelerons les efforts et l'attention politique que nous portons à cet enjeu crucial au cours de la prochaine période et nous utiliserons notre travail continu et toutes les conférences internationales qui s'y prêtent pour renforcer les progrès », déclarent-ils dans le communiqué.

Le manque d'urgence à conclure le Cycle de Doha, malgré ce qui était écrit dans le communiqué, a été corroboré dans une déclaration publiée sur le site Web de l'OMC, qui ne mettait en évidence que l'engagement pris au Sommet du G-20 de soutenir le financement des transactions commerciales. « [TRADUCTION] Le commerce se contracte fortement, exacerbé par le manque de financement des transactions commerciales. L'engagement pris par le G-20 de fournir 250 milliards de dollars (USD) pour le financement des transactions commerciales montre que la collectivité internationale est capable de répondre aux besoins urgents mondiaux en aidant à rétablir le commerce comme moteur de la croissance » disait la déclaration, sans donner de délai précis pour la conclusion des modalités.

On a rapporté que des pourparlers détaillés sur le Programme de Doha pour le développement seront -probablement débattus lors du Sommet du G-8 qui se tiendra du 8 au 10 juillet à La Maddalena, en Italie. Cependant, toute décision à l'égard de la prochaine Conférence ministérielle devra obtenir le feu vert des États-Unis et de l'Inde.

Pour ardemment que le DG souhaite convoquer une conférence de haut niveau cet été pour finaliser enfin des modalités pour l'agriculture, l'AMNA et les services et conclure le Cycle de Doha comme élément de la réponse mondiale au ralentissement économique, il a reconnu néanmoins le bien-fondé de la demande des États-Unis, qui souhaitent qu'on leur accorde plus de temps pour examiner leur position. En effet, le gouvernement Obama a indiqué clairement qu'il a besoin d'évaluer ce qui se trouve sur la table. Le Représentant au Commerce des États-Unis, M. Ron Kirk, a été jusqu'à mettre en garde le DG de ne pas convoquer une Conférence ministérielle en juillet prochain, car cela serait inutile. Le message semble être parvenu au siège de l'OMC, car le porte-parole de l'organisation, M. Keith Rockwell, a admis qu'une conférence ministérielle ce juillet était peu probable, à moins que les conditions pour réaliser des progrès soient propices. « Nous attendons que le processus politique nous rattrape, » a déclaré M. Rockwell au cours d'un événement organisé par Global Business Dialogue à Washington la semaine dernière.

Retour aux textes du 10 juillet 2008?

Des membres du Congrès américain et des représentants de l'industrie américaine ont déclaré qu'ils aimeraient constater des améliorations lors des pourparlers, particulièrement dans le secteur de l'accès au marché, rejetant par la même occasion les textes de décembre comme base pour d'autres négociations. Des sources ont déclaré que les États-Unis aimeraient revenir aux textes du 10 juillet, dans lesquels le président sortant des négociations sur l'agriculture, M. Crawford Falconer, proposait de réduire le soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges (SGEDE) des États-Unis de 66 % à 73 %. Le nouveau secrétaire d'État à l'agriculture américain, M. Tom Vilsack, a déclaré à M. Lamy qu'il lui était « impossible » de dire si le plafond de 14,5 milliards de dollars du SGEDE américain était un chiffre acceptable. Un chiffre de 14 milliards de dollars pourrait être sensationnel, si l'accès au marché était *x*. Il pourrait être horrible si l'accès au marché était *y*, » a expliqué M. Vilsack. Il est clair que les États-Unis croient que leur offre de juillet est succincte et prévisible, contrairement à ce dont sont convenus de fournir en termes d'accès au marché les pays émergents et en développement.

Prochains événements

- Conseil général, 27-28 mai, 28-29 juillet, 13-14 octobre, 17-18 décembre 2009
- Nomination officielle du DG de l'OMC, 31 mai 2009
- Élections générales en Inde, mai 2009 (au plus tard)
- Élections de l'UE, 7 juin 2009
- Conférence ministérielle de l'OCDE, 24 et 25 juin 2009 (Paris)
- Sommet du G-8, 8-10 juillet 2009 (La Maddalena, Italie)
- Conférence de l'APEC des ministres responsables du Commerce, 21-22 juillet 2009 (Singapour)
- Forum public de l'OMC, 28-30 septembre 2009

Genève en bref est publié par Les Producteurs laitiers du Canada, Les Producteurs de poulet du Canada, l'Office canadien de commercialisation des œufs, l'Office canadien de commercialisation du dindon et Les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations sur l'agriculture à l'OMC.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou faire des commentaires, visiter www.fermesetaliments.ca.

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-9254